## La solution réside dans des approches alternatives plus durables

Dossier de<br/>
de /> la rédaction de H2o July 2025

Le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) 2020-2027 "poursuit sa route lentement mais sû rement", selon Nizar Baraka, ministre de l'É quipement et de l'Eau, intervenu à la Chambre des repré sentants lors de la sé ance des questions orales.

Le PNAEPI 2020-2027 a fait l'objet d'une accéIération notable de ses objectifs à mi-parcours, a-t-il précisé en indiquant que le programme a évolué en incluant un nouveau volet visant la construction de 150 barrages supplémentaires d'ici 2028, en partenariat avec le ministÃ"re de l'Intérieur et les autorités territoriales. Cette dynamique vise à augmenter la capacité nationale de stockage de 4 milliards de mÃ"tres cubes s'ajoutant aux 20,5 milliards de mÃ"tres cubes actuels, soit une augmentation de prÃ"s de 20 % de la capacité de rétention. En parallÃ"le, entre 40 et 44 barrages de petite et moyenne taille sont programmés en coopération avec les conseils régionaux. Cette orientation va dans le sens d'une hydraulicité de proximité, essentielle pour répondre aux besoins en eau potable et irrigation dans les zones rurales éloignées, souvent marginalisées dans les politiques hydrauliques centralisées. Un autre volet structurant du programme concerne la connexion entre les bassins d'Abou Regreg et d'Oum Er-Rbia. Ce transfert interbassins permettra, selon toujours le ministre, de réorienter 800 millions de mÃ"tres cubes d'eau qui se perdaient jusqu'ici dans la mer, pour les affecter à un bassin en stress hydrique chronique.

Si ces mesures témoignent de la volonté de renforcer la gouvernance hydraulique, selon plusieurs experts, ces derniers estiment cependant que la multiplication des projets de barrages pose plusieurs problà mes structurels. "D'abord, elle perpétue une logique d'infrastructure lourde héritée des politiques hydrauliques centralisées du XXe sià cle, au détrime d'approches alternatives plus durables telles que la gestion de la demande, la réutilisation des eaux usées ou encore la recharge des nappes phréatiques", expliquent-ils. "Cette fuite en avant infrastructurelle occulte les limites écologiques et sociales de la multiplication des barrages : fragmentation des écosystà mes fluviaux, déplacement des populations rurales, concentration des ressources au profit des grands périmà tres irrigués, et risques accrus de conflits d'usage en période de pénurie. Autant de dimensions qui ne semblent pas être prises en compte dans la rhétorique triomphante entourant l'expansion du PNAEPI." S'agissant en particulier des transferts interbassins, les spécialistes considà rent qu'ils relà vent d'une "approche techniciste de courte vue, qui privilégie la captation et la redistribution de volumes d'eau sans remettre en cause les modà les de consommation intensifs, en particulier dans l'agriculture irriguée". Le risque est d'accentuer une spirale extractiviste, dans laquelle chaque solution à la pénurie ne fait que repousser les limites ©cologiques sans modifier les causes structurelles du stress hydrique : monocultures gourmandes en eau, urbanisation non planifiée, pertes colossales dans les réseaux, ou encore absence de mécanismes de tarification incitative.

En conclusion, si le PNAEPI 2020-2027, dans sa phase actuelle de redimensionnement, affiche des résultats prometteurs en matiÃ"re de mobilisation des ressources hydriques et de modernisation des infrastructures, sa réussite à long terme dépendra de sa capacité à conjuguer efficacité hydraulique, équité territoriale et soutenabilité environnementale. "Une évaluation plus fine, à travers des indicateurs qualitatifs et quantitatifs consolidés, devra être conduite à la clà ture du programme en 2027, pour en tirer des enseignements durables."

Hassan Bentaleb, Libération (Casablanca) - AllAfrica